

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Dalloz-
messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n^{os} 1990
France et D.O.M. : 515 F
Étranger : 590 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro,
constateront que la livraison précédente ne leur est
pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des
abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garan-
tir pendant plus de 6 mois le service des numéros
manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

Rubriques

Collectivités locales

Le processus de décentralisation : éléments d'un bilan provisoire

Les finances locales

1. Les budgets annexes des communes, par Jean-Pierre TAUGOURDEAU 723
2. Les collectivités locales et la T.V.A. : une victoire à la Pyrrhus?, par Christian LOUIT 738
(Note sous Cons. d'Ét., Ass., 9 nov. 1988, *M. Fourcade et autres*)
3. L'équilibre du budget d'un service public communal à caractère industriel et commercial, par Charles de La VERPILLIÈRE 748
(Concl. sur Cons. d'Ét., 9 nov. 1988, *Commune de Piseux C. M. et Mme Dulière et autres*)

Contentieux

Jurisprudence

L'obligation pour le juge d'inviter le requérant à régulariser une demande présentée sans ministère

78.976
2-45
d'avocat, par Yannick MOREAU

(Concl. sur Cons. d'Ét., Sect., 27 janv. 1989, *M. Hai Chrun*)

751

Environnement

Étude

La protection du patrimoine monumental, par Jean-Marie PONTIER 757

Jurisprudence

Le contentieux du refus de constater l'état de catastrophe naturelle, par Xavier PRÉTOT 776
(Concl. sur Trib. adm. de Versailles, 29 févr. 1988,
1) *Époux Fonkenel C. Ministre de l'Intérieur et autres*;
2) *Époux Fonkenel C. Commune de Rolleboise*)

Droit public économique

Étude

L'aménagement des modalités d'application de la privatisation, par Bernard SAINT-GIRONS 786
(Loi n^o 89-465 du 10 juillet 1989)

Organisation et relations administratives

Étude

Des maîtres-directeurs aux directeurs d'école (sur un décès et une résurrection), par Claude DURAND-PRINBORGNE 792

Police - Libertés publiques

Étude

La présidence commune d'Antenne 2 et de France Régions 3 (F.R. 3), par Didier TRUCHET 802
(Loi n° 89-532 du 2 août 1989)

Urbanisme

Étude

Le droit de construire vendu aux enchères, par Pierre-Laurent FRIER 806

Droit administratif et droit communautaire

Le juge administratif, le traité et la loi postérieure
Conseil d'État, Assemblée, 20 octobre 1989, *M. Nicolo*
1. Conclusions, par Patrick FRYDMAN 813
2. Note, par Bruno GENEVOIS 824

Étude

La nouvelle directive communautaire sur la passation des marchés publics de travaux, par Christine BRÉCHON-MOULÈNES 834

Jurisprudence

Un exemple de coopération entre le juge administratif français et la Cour de justice des Communautés européennes : l'affaire de la centrale de Cattenom, par Louis DUBOIS 857

(Note sous Trib. adm. Strasbourg, 11 juin 1987, *Land de Sarre*; C.J.C.E., 22 sept. 1988, aff. 187/87, *Land de Sarre et autres C. Ministre de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme et autres*; Cons. d'Ét., 30 juin 1989,

Ministre de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme C. l'État de Sarre et autres)

Droit administratif et droit constitutionnel

Jurisprudence

La constitutionnalité des validations législatives : certitudes et incertitudes, par Bertrand MATHIEU (à propos de la décision n° 88-250 DC du 29 déc. 1988) 862

Le contentieux des décrets de dissolution de l'Assemblée nationale et la théorie des actes de gouvernement, par Patrick FRYDMAN 868
(Concl. sur Cons. d'Ét., 20 févr. 1989, *M. Allain C. Président de la République*)

Droit administratif et droit social

Jurisprudence

La notion de « manquement à l'honneur » faisant obstacle à l'amnistie en matière de licenciement disciplinaire des salariés protégés, par Thierry TUOT 871
(Concl. sur Cons. d'Ét., Sect., 6 janv. 1989, *Société « Automobiles Citroën » et Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi C. Société « Automobiles Citroën »*)

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

L'exigibilité de la participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols en cas de transformation de locaux d'habitation en bureaux, par Olivier FOUQUET 879
[Concl. sur Cons. d'Ét., 14 déc. 1988, *Caisse des règlements judiciaires des avocats de Paris (C.A.R.P.A.)*]

Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 juillet au 15 septembre 1989 889

Pour les **tables** alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

rfda 5

1989

Bimestrielle

5^e année

Sept.-Octobre

Pages 723-892

 **sirey**